

Champagnac : Terre de Lutte

Les luttes des mineurs de Champagnac

Introduction :

Le présent ouvrage est en partie tiré du mémoire de recherche que j'ai réalisé sur la mine de Champagnac dans lequel j'avais abordé la question des mouvements sociaux et qui m'avait déjà servi pour l'écriture de mon premier ouvrage, « Quand la mine s'arrête » publié l'année dernière. En effet, les mines de charbon furent des hauts lieux des luttes sociales dans notre pays. Celle de Champagnac ne fit certes pas partie des houillères où le syndicalisme était le plus fortement implanté, mais elle a connu plusieurs grèves durant son Histoire. Dès le début de mon travail de recherche, ce sujet me tenait à cœur du fait de mes propres engagements syndicaux et politiques. J'ai donc rapidement commencé à explorer le sujet et j'ai ainsi découvert une première grève, celle de 1895. Celle-ci était alors assez connue localement, ayant fait l'objet d'un ouvrage, « Le Pain de l'industrie » écrit par Pierre Brugel, de cérémonies pour son centenaire, et elle était déjà présentée au sein de l'exposition du musée de la Mine de Champagnac.

En poursuivant mes recherches, j'ai pu découvrir l'existence d'autres mouvements sociaux durant les décennies suivantes, mais qui étaient demeurés totalement inconnus auprès de la population locale. Il m'a donc semblé intéressant et nécessaire d'écrire ce livre afin de donner une vision d'ensemble de l'histoire des luttes sociales à Champagnac.

La première partie de cet ouvrage devra traiter de la grève de 1895 pour les personnes n'ayant pas lu le travail de Pierre Brugel, mais elle n'apportera qu'assez peu de nouveautés sur ce sujet et sur les aspects développés par ce chercheur ; nous nous contenterons d'en donner un résumé permettant au lecteur d'avoir des bases sur ce mouvement, mais sans faire doublon avec le travail précédent que je vous invite à lire, même si j'ai tenté d'apporter de nouveaux éléments, notamment dans l'analyse de l'attitude de la presse locale. C'est dans la suite que nous aborderons des aspects nouveaux en étudiant les

différentes grèves s'étant déroulées dans cette exploitation, notamment celles de la période 1918-1929 qui fut l'apogée des luttes à Champagnac.

La dernière partie de ce livre sera consacrée à la question mémorielle en étudiant la place de ces luttes dans la mémoire du passé minier de Champagnac, et surtout, tenter de comprendre pourquoi celle de 1895 y occupe une place centrale alors que les autres ont été totalement oubliées.

Ce travail a été réalisé à partir de plusieurs sources, notamment les archives de la préfecture qui suivait avec attention la situation sociale du principal bassin industriel du département, ainsi que les rapports de la gendarmerie qui étaient réalisés à ce sujet et transmis à la préfecture. Si ces sources ne sont pas neutres, portant souvent un jugement négatif sur les grévistes, notamment dans les années 1920, elles cherchent à être exactes dans les données qu'elles apportent, car le gouvernement et ses services ont besoin de disposer d'informations correctes sur la situation locale.

J'ai également utilisé les archives syndicales, notamment la presse et les tracts issus de la CGT et de la CGTU, ainsi que du Parti communiste qui soutenait ces mouvements. Nous avons ainsi pu avoir les points de vue des autorités et des militants sur ces périodes. Nous n'avons en revanche eu qu'assez peu d'archives de l'entreprise sur le sujet, nous privant de la position du troisième acteur concerné par ces luttes. Seul quelques courriers que le directeur de la mine a adressés à la presse ou à la préfecture nous permettent de connaître son point de vue sur certaines grèves.

Je me suis également appuyé sur la presse, notamment locale, afin de disposer d'autres points de vue sur ces événements. Ceux-ci variant en fonction des journaux et de leurs positions, à une époque où la presse d'opinion locale était encore développée avec la presse catholique, les journaux radicaux, modérés ou encore socialistes.

Remerciements :

Ce travail n'aurait pas été possible sans l'aide de plusieurs personnes. Tout d'abord, je tiens à remercier ma directrice de recherche, Nathalie Ponsard qui m'a accompagné durant les deux années de mon mémoire qui ont posé les bases me servant pour cet ouvrage. Ensuite, je remercie le musée de la Mine de Champagnac et la municipalité de cette même commune pour l'accès qu'ils m'ont donné à leurs archives qui ont contribué à ce travail de recherche. J'exprime aussi ma gratitude aux différents auteurs ayant travaillé sur la mine et dont les travaux ont pu m'aider, notamment André Avrard, ainsi que Pierre Brugel et Serge Mazières qui avaient travaillé sur la grève de 1895.

Je remercie également la CGT Cantal et son Institut d'Histoire sociale qui m'ont accompagné durant ce travail et ont aidé à la publication du présent ouvrage, notamment par l'apport de données bibliographiques sur plusieurs syndicalistes locaux.

Enfin, je remercie mon amie Cyrielle Rosabel Deer, relectrice correctrice qui m'a aidé pour la correction de ce livre et qui est elle-même auteure, me donnant l'envie d'écrire. Si vous êtes intéressés par ses services : L'Encre Vagabonde - Relecture Correction, Rédaction.

Abréviations :

AMM : Archives du musée de la Mine.

MdM : Document exposé dans le musée

ADC : Archives départementales du Cantal

AMC : Archives municipales de Champagnac

UDCGT15 : Documents conservés par l'Union départementale de la CGT Cantal.

CGT : Confédération générale du travail

CGTU : Confédération générale du travail unitaire

FO : Force ouvrière

PCF : Parti communiste français

SFIO : Section française de l'internationale ouvrière

CHC : Compagnie Houillère de Champagnac

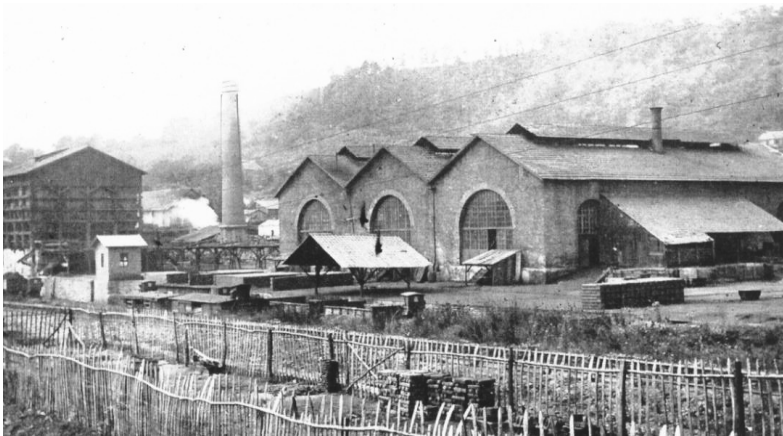
Cette exploitation avait débuté au XVI^e siècle lorsque des paysans récoltaient du charbon affleurant à la surface, le document le plus ancien y faisant référence datant de 1531. Ceux-ci l'exploitaient alors pour leur usage personnel et pour l'échanger avec les forgerons et les maréchaux-ferrants. Elle s'est ensuite poursuivie avec les premiers puits au XVIII^e siècle, toujours exploités par des groupes de paysans locaux pendant les périodes de moins forte activité agricole, ceux-ci demeuraient très rudimentaires, peu profonds, ne disposant pas de machines à vapeur ni d'ascenseur et ils étaient exploités de manière clandestine. En effet, l'exploitation des ressources du sous-sol n'est pas libre et celles-ci n'appartiennent pas au propriétaire de surface, mais à l'État. En théorie, il faut donc son autorisation pour extraire ces ressources, mais il fermait les yeux sur cette exploitation, dont l'ampleur demeurait très limitée. Cependant, avec la croissance de l'importance du charbon dans le pays, l'industrialisation se développant progressivement, l'intérêt pour un usage commercial de cette ressource augmenta et de nombreuses demandes de concessions furent alors faites sur le bassin de Champagnac dans les années 1830. Si plusieurs furent refusées, quatre propriétaires purent obtenir cinq concessions entre 1836 et 1842¹. Cependant, l'extraction du charbon demeura rudimentaire, ces premiers investisseurs n'ayant que des moyens limités. Il fallut ainsi attendre 1849 pour qu'une première machine à vapeur soit mise en fonctionnement. Les effectifs restaient également assez limités, ne dépassant

¹ Vatin-Pérignon Nicole, « Notables locaux et industriels. La “guerre du charbon” dans le Nord-Cantal au XIX^e siècle. », *Revue de la Haute-Auvergne*, 2012, p. 132-162.

pas les 100 employés avant 1882² et composés en majorité de paysans qui avaient besoin de compléments de revenus³.

Si l'exploitation minière se modernise alors progressivement, il fallut attendre les années 1880 pour qu'elle s'industrialise vraiment avec l'arrivée du chemin de fer en 1882 et d'industriels investissant dans cette activité. Le plus important d'entre eux fut Edmond Pochat qui a ensuite dirigé l'entreprise jusqu'au début des années 1920. C'est durant ces années que la mine connut son essor le plus important pour parvenir à son apogée en 1910, avec des effectifs atteignant le millier de mineurs et de nombreuses infrastructures actant le passage de l'activité artisanale à la véritable industrie. En 1882, la mine s'est ainsi dotée d'un lavoir⁴ et d'une usine d'agglomérés, celle-ci servant à la fabrication des boulets et des briquettes⁵.

Photographie de la fabrique à agglomérés prises au début du XX^e siècle⁶.



² Sur le site des archives départementales du Cantal

³ Christian Marchi, « Historique de l'essor minier dans le Cantal », *Revue de la Haute-Auvergne*, 1987, p. 13-27.

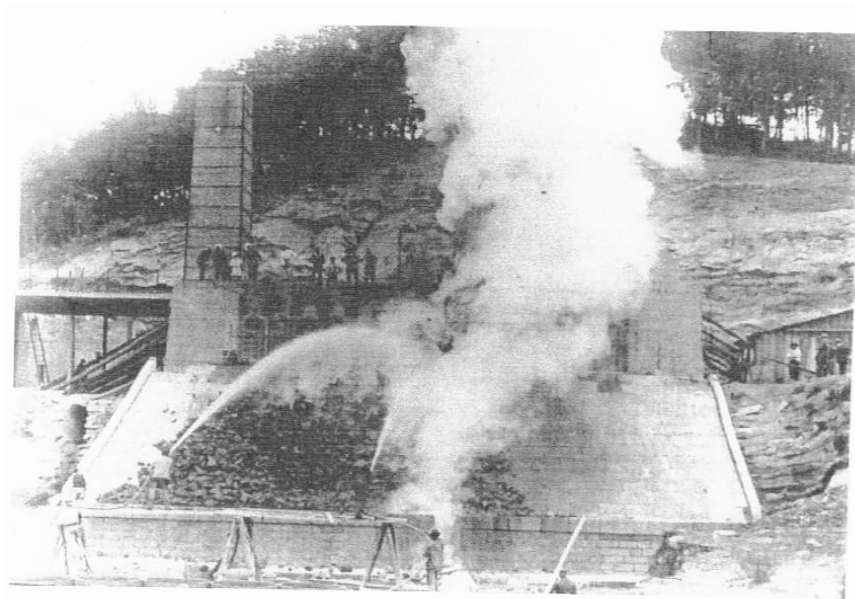
⁴ Lettre de la Direction de l'Aménagement du territoire au préfet du Cantal du 19 septembre 1958, AMC classeur 5.

⁵ Les boulets sont un agglomérat réalisé en tassant et collant de la poussière de charbon restant après le triage, ils furent beaucoup utilisés par les particuliers.

⁶ Photographie conservée au musée de la Mine, prise par la famille Pochat au début du XX^e siècle.

Les SHC ont ensuite fait construire quatorze fours à coke en 1918 afin de pouvoir assurer la production de trente-cinq tonnes de coke par an⁷.

Photographie du fonctionnement du four à coke⁸.



Cet apogée dura jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, période d'une trentaine d'années qui fut marquée par le développement d'un recrutement extérieur au bassin, d'abord dans le Cantal et les départements limitrophes avant de l'élargir à l'international après la Première Guerre mondiale, notamment avec l'arrivée de nombreux Polonais, mais également des Italiens, des Espagnols, des Yougoslaves, etc⁹.

⁷ Rapports sur les mines de Champagnac suite à la nationalisation, 1947, ADC 2040W10

⁸ Photographie conservée au musée de la Mine, prise par la famille Pochat-Riban dans les années 1920.

⁹ La composition du personnel peut être suivie à partir des rapports internes de l'entreprise, conservés aux archives du musée de la Mine et aux archives départementales du Cantal, ainsi qu'à l'aide des recensements de population de Champagnac et Ydes, numérisés sur le site des archives départementales.

Après la Seconde Guerre mondiale, la mine de Champagnac fut rapidement confrontée à d'importantes difficultés qui provoquèrent un ralentissement de son activité et finalement, son arrêt le 15 juillet 1959, sujet que j'ai développé dans mon livre précédent, Quand la Mine s'arrête.

Chapitre I : Une première structuration du syndicalisme à Champagnac

Cette première grève a débuté en mai 1895 après plusieurs mois d'agitation et de structuration d'une organisation syndicale sur le bassin de Champagnac.

Le syndicat local se développait alors dans un contexte d'essor du syndicalisme en France. Le mouvement ouvrier avait commencé à se structurer durant le XIXe siècle, notamment durant les années 1860 avec le développement des chambres syndicales et la fondation de la Première Internationale en 1864 et la création de la Fédération Parisienne des Sociétés Ouvrières en 1869.

Cependant, il avait été affaibli par la répression qui avait suivi la Commune de Paris en 1871 et il avait fallu attendre la fin des années 1870 pour qu'il commence à se restructurer. En 1883, la Fédération nationale des Mineurs a ainsi vu le jour¹⁰ puis, dès l'année suivante, en 1884, les syndicats ont été légalisés par la loi Waldeck Rousseau. En 1887, la première bourse du travail est créée à Paris suivie par celle de St-Etienne en 1888. Elles se sont ensuite fédérées au niveau national en 1892¹¹. Enfin, en 1895, la CGT a vu le jour en réunissant une partie de ces bourses du travail ainsi que plusieurs fédérations syndicales, notamment celles réunies dans la Fédération nationale des syndicats même si les principaux syndicats des mines sont d'abord restés en dehors de la confédération¹².

Dans ce contexte, le nombre de syndiqués augmentait fortement et de nouvelles organisations se créaient dans des territoires où cette forme militante n'existait pas encore, dont celui de Champagnac. Cette mine n'avait en effet connu son

¹⁰ Poitou Jean-Claude, *Nous les mineurs*, Montreuil, Fédération nationale des travailleurs du sous-sol C.G.T., 1983.

¹¹ Pelloutier Fernand, *Histoire des Bourses du travail*, Paris, 1902.

¹² Pouget Émile, *La Confédération Générale du Travail*, Bibliothèque du Mouvement prolétarien, Librairie des sciences politiques et sociales Marcel Rivière (26 p. et 64 p.), 1910

essor qu'à partir de 1882, lorsque l'arrivée du chemin de fer avait permis d'améliorer la vente du charbon et donc d'augmenter la production. Ainsi, entre 1881 et 1885 l'Annuaire statistique du Cantal affirmait que l'exploitation n'employait que cent personnes pour une production entre 1500 et 1600 tonnes¹³. En 1886, la même publication annonçait des effectifs de quatre cents personnes, même si les fiches de paies n'en indiquent qu'environ deux cent trente, et entre 50 et 60 000 tonnes extraites chaque année. Les effectifs ont continué de croître et, à partir de 1893, la mine employait plus de 500 personnes et plus de 700 en 1897. Ces nouveaux mineurs étaient essentiellement recrutés dans les campagnes du Cantal, de la Corrèze et du Puy-de-Dôme, au sein d'une population d'origine agricole n'ayant pas de traditions syndicales. Aucune organisation ne s'était ainsi créée durant les premières années, mais la situation évoluait, d'abord par les changements que cette nouvelle activité suscitait au sein de cette population, que ce soit par ces nouvelles conditions de travail, l'apprentissage du rapport à une direction et le travail collectif ; autant de facteurs permettant le développement d'une conscience de classe et du besoin de s'organiser pour défendre des intérêts collectifs. Cela fut aussi aidé par les contacts avec quelques mineurs venant d'autres bassins où des syndicats pouvaient déjà exister, notamment de La Machine dans la Nièvre, Decazeville en Aveyron, Carmaux dans le Tarn, etc.

Une première tentative de créer un syndicat avait ainsi eu lieu en 1891 conduisant au licenciement de quarante personnes par la direction de la mine et donc à la disparition de cette première organisation¹⁴.

Une nouvelle put se former durant l'année 1894. Ainsi, le 15 octobre 1894, le travail avait déjà été interrompu pendant 24 heures. Cette action avait été menée par quatre-vingts mineurs exigeant que des sanctions soient prises contre un de

¹³ Numérisés sur le site des archives départementales du Cantal

¹⁴ Brugel Pierre, *Le pain de l'industrie: 1895 la grève des mineurs de Champagnac*, Aurillac, Ostal del libre, 1995, (« Collection Escapade »).